



HAL
open science

Belchite, entre lieu de mémoire et lieu de reconnaissance (1937-2013)

Stéphane Michonneau

► **To cite this version:**

Stéphane Michonneau. Belchite, entre lieu de mémoire et lieu de reconnaissance (1937-2013). Vingtième siècle. Revue d'histoire, 2015. hal-01674109

HAL Id: hal-01674109

<https://hal.science/hal-01674109>

Submitted on 1 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Belchite, entre lieu de mémoire et lieu de reconnaissance (1937-2013).

Stéphane Michonneau
stephane.michonneau@casadevelazquez.org

Situé à 40 kilomètres au sud-est de Saragosse, Belchite est un gros bourg au cœur d'une contrée qui n'a rien du paysage verdoyant de la vallée de l'Èbre : passé les contreforts qui bordent la vallée, la campagne de Belchite est un plateau calcaire d'une extrême aridité, balayé par les vents où coulent de maigres ruisseaux. La dureté que dégagent ces paysages semi-arides ne manque pas d'impressionner le visiteur, encore accrue par le paysage de dévastation : en effet, Belchite fut le lieu d'une célèbre bataille de la guerre civile espagnole, à l'été 1937, qui situa cette localité sur une ligne de front mouvant. La vague de violence qui s'abattit alors sur ce village fut exceptionnelle à bien des égards puisqu'il connut en quelques années un combat qui détruit une grande partie de son bâti, trois vagues de répression, l'exode et le dénuement extrême de ses habitants, une reconstruction lente marquée par l'usage systématique du travail forcé, la relégation et l'exil de nombreux habitants, l'émigration économique d'autres. Mais ce qui rend surtout ce cas singulier, ce sont les marques visibles que l'événement violent laissa imprimées sur le village : ses ruines furent volontairement conservées. Belchite est ainsi le premier village-martyr de l'histoire européenne : il inaugure une longue série de ruines de guerre conservées après le second conflit mondial parmi lesquelles figurent Oradour-sur-Glane, la Frauenkirche à Dresde, la cathédrale de Coventry, l'Église-du-Souvenir à Berlin, etc.

Après guerre, Belchite s'imposa comme un lieu de mémoire central du franquisme. À ce titre, il n'a cessé de constituer une source d'embarras pour les politiques mémorielles de la démocratie. Mais au-delà de l'étude des usages politiques des ruines, relativement classique dans l'historiographie de la mémoire, Belchite présente l'intérêt d'être le lieu d'une expérience directe et sensible de la guerre qui favorise l'expression des mémoires collectives. Ce cas permet donc d'évaluer les modes d'articulation des mémoires individuelles ou familiales et de la mémoire historique, conduisant à infirmer l'idée d'une opposition radicale entre ces deux niveaux¹. En

¹ L'expression de « mémoire historique » renvoie ici aux travaux de Marie-Claire Lavabre qui la définit comme l'ensemble des usages politiques du passé. « Sociología de la memoria y acontecimientos traumáticos », in Julio AROSTEGUI, François GODICHEAU (dir.), *Guerra Civil. Mito y memoria*, Madrid, Marcia Pons, 2006, p. 31-55.

s'efforçant de situer cette histoire particulière dans celle, plus générale, du conflit civil espagnol et de sa mémoire, c'est toute la question du rapport au passé qu'entretiennent les Espagnols qui est en jeu.

1. Le moment de la catastrophe

Les circonstances de la rébellion du 18 juillet 1936 à Belchite restent mal connues mais une chose est certaine : la ville tomba rapidement entre les mains des rebelles. La proximité de Saragosse, fermement tenue par les troupes soulevées, a sans doute beaucoup joué. La loi martiale fut proclamée et les autorités légales furent suspendues. Le maire Mariano Castillo et les conseillers municipaux de gauche furent rassemblés puis emmenés de force à Saragosse d'où ils ne revinrent jamais². La violence ne toucha pas seulement les autorités civiles et les personnalités syndicales de relief : la moitié des victimes était composée d'agriculteurs et de journaliers. Selon l'historien José Luis Ledesma, le nombre de liquidations sommaires va de 157 à 300³. L'ampleur de cette première vague de répression est à l'image de celle qui toucha toute l'Espagne car les rebelles n'entendaient pas seulement mettre fin à l'expérience démocratique ; ils concevaient explicitement d'intervenir pour la dernière fois, c'est-à-dire de débarrasser le pays de toute forme de résistance⁴.

De l'automne 1936 à l'été 1937, Belchite vécut sa « drôle de guerre ». En effet, après que la ligne de partage entre les camps adverses se stabilise au cours de l'été 1936, la tension retomba et le front d'Aragon redevint secondaire : la bataille de Madrid dans un premier temps, le front du Nord dans un second concentraient toutes les énergies des belligérants. Les rebelles s'employèrent principalement à faire du bourg un camp retranché susceptible de résister à une offensive républicaine. Le réveil du front d'Aragon à l'été 1937 propulsa Belchite à l'avant-scène de la guerre : il était dû à la volonté du gouvernement républicain de Juan Negrín et de son ministre de la défense, Indalecio Prieto, de freiner l'avancée franquiste dans le nord du pays. Une autre raison d'ordre politique pesaient également : le gouvernement était préoccupé de l'influence notable dont les anarchistes et les membres du POUM (Partido Obrero Unificado Marxista), proche des trotskystes, jouissaient en Aragon, derrière la figure charismatique de Joaquín Ascaso.

La ligne de front discontinue, sans système d'alarme efficace, offrait aux républicains la

2. De même son frère Pascual, son épouse, Pabla Rabinal et trois conseillers disparaissent : Martin Velella Nadal, Manuel Navarro García et Andrés Calvo Garcés.

3. José Luis LEDESMA, *Los días de llamas de la revolución, Violencia y política en la retaguardia republicana de Zaragoza durante la guerra civil*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico, 2003, note 66, p. 187.

⁴ Santos JULIÁ, « Memoria, Historia y política de un pasado de guerra y dictadura », in Santos JULIÁ, *Memoria de la Guerra Civil y del franquismo*, Madrid, Taurus, 2006, pp. 27-78. Voir également : Michael RICHARDS, *After the Civil War: Memory and Re-Making Spain since 1936*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, pp. 97-127.

possibilité d'une percée qui, dans le meilleur des cas, pouvait aboutir à la prise de Saragosse. L'offensive fut lancée le 24 août 1937 mais après quelques succès, il fut rapidement clair aux yeux de l'état major républicain que la prise de Saragosse était hors de portée. L'objectif cessa pour ainsi dire d'être militaire et devint politique car il fallait absolument donner à l'opinion publique républicaine et internationale les gages d'une victoire plus modeste. L'échec de la prise de Saragosse explique, dans un camp comme dans l'autre, la couleur particulière que prit la bataille de Belchite où, pendant douze jours, les troupes rebelles fortes d'environ 2 300 hommes résistèrent à l'assaut républicain d'environ 60 000 hommes. La résistance du camp *nacional* fut rendue possible par la solidité des ouvrages de défense desquelles seules de grosses pièces d'artillerie parvinrent à venir à bout, par le jusqu'au-boutisme des commandants de la place alimentée par la croyance entretenue par l'état-major franquiste – via une radio – d'un secours imminent et surtout, par la maîtrise de l'air.

Belchite essuya environ 35 000 tirs d'artillerie, faisant de ce siège l'un des épisodes les plus cruels de la guerre civile, saluée de part et d'autre comme une scène importante de l'héroïsme militaire. La prise de Belchite, le 6 septembre 1937, fut saluée par la propagande républicaine comme un haut-fait d'arme, abondamment illustré par la photographie de presse et les actualités cinématographiques. Agustí Centelles, l'un des plus grands reporters du conflit, a laissé des témoignages saisissants de l'épisode. Sur un plan stratégique, la propagande républicaine eut cependant du mal à occulter l'échec de la bataille d'Aragon, censée détourner l'armée rebelle du nord de l'Espagne : Santander, en Cantabrie, avait été prise par les *nacionales* le 1^{er} septembre.

Au lendemain du 6 septembre 1937, une seconde vague de répression toucha ceux des Belchitains qui avaient fait le choix de la résistance à outrance du côté rebelle. La vague de répression républicaine toucha dans toute l'Aragon républicaine 590 personnes, dont 159 à Belchite⁵. Dans les campagnes proches, le taux de répression rapporté à la population totale des circonscriptions judiciaires fut très élevé, – de l'ordre de 9,38 ‰ –, supérieur à la moyenne régionale (8,7 ‰) et bien supérieur à celui d'autres régions⁶. Mais la répression qui s'abattit sur l'Aragon républicaine, aussi violente soit-elle, demeura inférieure en intensité à celle qui s'abattit sur l'Aragon contrôlée par les *nacionales* où l'indice de répression fut de 11,25 ‰.

Au printemps 1938, la situation militaire se retourna en faveur du camp *nacional* dont les troupes

5. On dénombre 62 morts en août 1937 et 84 morts en septembre, soit au total 159 personnes. Voir : Ángel MARTIN RUBIO « Aproximación a la represión republicana en la batalla de Belchite », en Capitan de Diego *et al.*, *¡Belchite !*, Tarfe Ed., 1996, pp. 131-187.

6. José Luis LEDESMA, *Op. Cit.*, p. 83 : le taux est de 6,37 ‰ à Madrid, 2,9 ‰ en Catalogne et 2,49 ‰ dans les Pays valenciens.

entreprirent la conquête de l'Aragon oriental avec une rapidité fulgurante qu'aucune contre-offensive ne put freiner. Le 10 mars 1938, celles-ci lancèrent l'assaut sur Belchite défendu par la XV^e brigade internationale. C'est lors de ces combats que mourut Robert Merriman, commandant de la brigade Lincoln. Si la prise de Belchite n'offrit pas alors de résistance majeure, c'est que le village fut l'objet de bombardements massifs de la part de l'aviation nationale et de la Légion Condor. Il est difficile de connaître s'il y eut des victimes car les populations civiles avaient été évacuées par l'Armée populaire. La « libération » du village donna à son tour lieu du côté franquiste à une intense campagne de presse. Trois jours plus tard, Belchite reçut la visite du *Generalísimo* Franco qui s'adressa aux soldats : il les félicita sur la place principale du bourg et conclut son allocution en promettant la reconstruction du village endommagé. Pour l'heure, une troisième vague de répression s'abattait sur Belchite, plus implacable et systématique que les précédentes. Aux exécutions à chaud – 26 personnes exécutées au cimetière – succéda une épuration systématique de la population, effectuée méthodiquement par l'administration militaire. Dans les campagnes soumises, on compte 926 fusillés entre 1939 et 1946⁷.

Contrairement au message délivré par la propagande franquiste, la situation de Belchite n'était pas représentative de ce que vécurent la majorité des Espagnols ; elle était même, à plusieurs égards, exceptionnelle par la variété des violences qui s'y manifestèrent : au feu de la bataille qui fit comparer Belchite à un autre Guernica, s'ajoutèrent trois vagues de répression. Pour les civils, les conséquences furent dramatiques : la population, fortement exposée, fut prise en otage de la résistance rebelle. Après la bataille, le retour des réfugiés évacués dans la zone républicaine créa une situation de chaos car 92% des habitations étaient inhabitables. Aux épreuves de la guerre succédèrent celles de « l'autre guerre », celle de la survie.

2. Une nouvelle Numance

Comme le note l'historien Ángel Alcalde, il faut attendre le 12 octobre 1937 pour que le mythe de Belchite soit véritablement lancé par la bouche du Caudillo⁸ : ce jour-là, alors que Franco vint à Saragosse pour célébrer la Vierge du Pilar, il donna une entrevue au journal *El Heraldo de Aragón* et évoquait l'épisode de Belchite : « Ce qui s'est passé à Belchite fut quelque chose de glorieux. L'Espagne peut s'enorgueillir de peu de faits comme celui-là »⁹. Sous la plume de José María Urrea,

7. Ángela CENARRO, « El triunfo de la reacción : fascista y conservadores en Teruel », en Julián Casanova *et alii*, *El pasado oculto. Fascismo y violencia en Aragón (1936-1939)*, Zaragoza, Mira Ed., 2001 (3^e ed.), pp. 53-54.

8. Ángel ALCALDE, « La "gesta heroica" de Belchite: construcción y pervivencia de un mito bélico (1937-2007) », *Ayer*, 80-2000 (4), pp. 193-204.

9. *El Heraldo de Aragón*, 12 octobre 1937 : « Lo de Belchite fué algo glorioso. De pocos hechos puede España estar tan orgullosa como de éste ».

le village aragonais devint le « rival de Numance et Sagonte » où « la loyauté des Espagnols purs s'est dépassé, rejetant énergiquement, d'un geste surnaturel et divin, les Scipion et les Hannibal qui glissaient à leurs ouïes des chants de sirène »¹⁰. La référence au mythe de la résistance que livra pendant treize mois la cité celtibère de Numance, près de Soria, contre les troupes de Scipion, en 133 av. J.-C., trouvait en Aragon un écho favorable. Il renvoyait explicitement à deux événements de l'histoire contemporaine présents dans tous les esprits : d'une part, les guerres napoléoniennes qui avaient laissé le souvenir amer de deux sièges cruels de Saragosse, et de nombreuses batailles – notamment à Belchite en 1809. Pendant la guerre civile, comme l'a montré l'historien galicien Xosé-Manoel Núñez-Seixas, la mémoire de la « guerre d'Indépendance » fut constamment ravivée¹¹. Il l'était encore davantage à Belchite qui se situe à quelques encablures du village de Fuendetodos où naquit Goya. D'autre part, cette référence renvoyait au souvenir encore frais de la résistance de l'Alcazar de Tolède face à l'assaut républicain à l'été 1936. Comme on sait, les représentations des ruines de l'Alcazar firent le tour du monde et servirent habilement la propagande *nacional* qui voulait prouver, à travers ce siège, « plus terrible que celui que souffrit Verdun », les effets redoutables de la « barbarie rouge-séparatiste »¹². La prise de Tolède par les troupes franquistes et l'entrée triomphale qu'y fit Franco quelques jours plus tard furent des épopées centrales de la mémoire franquiste. Belchite s'inscrivait donc dans la continuité de sièges historiques – des défaites pour la plupart – dont l'histoire nationaliste espagnole cultivait le culte¹³. Mais c'est le traitement singulier que reçurent les ruines de Belchite qui permit le plus efficacement la consolidation du mythe naissant.

Si la patrimonialisation des « ruines brutales », comme les appelle Éric Fournier, n'a pas surgi à l'orée des années 1930 – on en trouve un cas à Saragosse dès 1908 pour le centenaire des guerres napoléoniennes –, elle procédait d'une tentative de conjuration du désordre qui en était à l'origine¹⁴. Dans le cas de Belchite, il semble que la décision ait appartenu à Franco en personne qui voua un « culte aux ruines » insistant, écho lointain de la « la théorie de la valeur des ruines » dont Albert Speer exposa les principes. Comme le signale Zira Box, il faut bien plutôt chercher les origines intellectuelles de ce projet dans la conjugaison de deux initiatives distinctes : les cercles catholiques, notamment de Saragosse, qui considéraient Belchite comme un sacrifice lavant

10. *El Avisador Numantino*, 24 novembre 1937 : « la lealtad de españoles incontaminados se superó, rechazando briosos, con gesto sobrenatura, divino, a escipiones y anibales que a sus oíos desgranaban cantos de sirena ».

11. Xosé-Manoel NUÑEZ SEIXAS, *¡Fuera el invasor! Nacionalismos y movilización bélica durante la guerra civil española (1936-1939)*, Madrid, Marcial Pons, 2006.

12. *EH*, 2 février 1943. Voir aussi : « Alcázar de Valor », *El Avisador Numantino*, 24 novembre 1937 ou « Alcázar del Honor », *EH*, 7 septembre 1937.

13. Hervé SIOU, *Tolède et l'Alcazar. Espaces et mémoires. 1936-2011*, mémoire de recherche, Paris, IEP, 2012, p. 44.

14. L'expression est empruntée à Éric FOURNIER, *Paris en ruines, 1851-1882. Entre flânerie et apocalypse. Regards, acteurs, pratiques*, thèse doctorale, université Paris-I, 2005.

l'Espagne des péchés commis pendant la Seconde République et ouvrant la promesse d'une renaissance du pays meurtri¹⁵ ; et les cercles phalangiste qui, derrière l'intellectuel Agustín de Foxá, célébraient à la manière des futuristes la valeur esthétique de la ruine ainsi que la purification de l'Espagne par la destruction violente¹⁶. Pour Franco, plus classiquement, ce siège s'inscrivait dans la généalogie des guerres de défense de la patrie contre l'invasion étrangère et revivifiait le mythe des Espagnols indomptables. Ces éléments expliquent qu'on assista après la guerre à une floraison de projets de conservation de ruines dans toute l'Espagne : *Cuartel de la Montaña*, à Madrid, le Cerro de los Ángeles, près de Madrid, le Cuartel de Simancas à Gijón, le sanctuaire de Santa María de la Cabeza, près de Jaén et surtout, les projets inaboutis de conservation des ruines de l'Alcazar de Tolède et de la Cité Universitaire de Madrid. Pour le régime, les ruines cristallisèrent l'élaboration d'un nouveau récit des origines, qui mettait en scène à la fois un *Stunde Nulle* et un *ground zero*¹⁷.

Ainsi, il n'est pas surprenant de voir les ruines objet d'innombrables articles, fascicules, discours, livres et cartes scolaires ou illustrations amplement diffusées, notamment la photographie de presse et le dessin qui exploitèrent une veine goyesque appuyée dans la lignée des *Désastres de la guerre*¹⁸. De même, Belchite fut le théâtre privilégié de toute la politique commémorative franquiste marquée par d'innombrables rituels lors des 1^{er} avril (jour de la Victoire), 18 juillet (Jour du Soulèvement), 1er octobre (jour du Caudillo), 12 octobre (Fête de la Race), 20 novembre (Jour de la Phalange), sans compter les innombrables cérémonies locales (le 6 septembre à Belchite par exemple)¹⁹. Les ruines se couvrirent de croix de dimension gigantesque qui figurent en Espagne les monuments aux morts élevés aux soldats franquistes tombés au champ d'honneur (*Caídos*). Cette politique fut animée par de nombreux entrepreneurs de mémoire parmi lesquels les autorités municipales, les militaires, la phalange, les ecclésiastiques et les associations d'ex-combattants (la *Hermanidad de los Defensores de Belchite* par exemple) jouèrent le premier rôle²⁰. De même, le camp *nacional* fut sensible au tourisme de guerre et organisa, pendant le conflit, des « routes

15. Zira BOX, *España, año zero. La construcción simbólica del franquismo*, Madrid, Alianza, 2010, p. 231.

16. *Vértice*, « arquitectura hermosa de las ruinas », n°1, avril 1937 et « Elegía a las ruinas de la Ciudad Universitaria » in *Vértice*, n°4, Juillet 1937, p.106.

17 Au sens moderne, Claude Calame définit le mythe comme « récit fondateur, mais fictif, mettant en scène des personnages surhumains dans un temps transcendant ». Voir Claude Calame, « Mûthos, lógos et histoire. Usages du passé héroïque dans la rhétorique grecque », *L'Homme*, 1998, 38-147, pp. 127-149.

18 A titre d'exemple, Francisco DE CIDON NAVARRO, *Pueblos de Aragón devastados por la guerra*, Bilbao, Hecograbado Arte, 1943.

¹⁹ La « fête de la Race » qui célèbre le jour où Colomb est censé avoir découvert l'Amérique (le 12 octobre), trouve ses origines en Argentine en 1916. Importée en Espagne, elle devint fête nationale en 1918. La dictature militaire de Primo de Rivera (1923-1930) en fit une célébration militariste et autoritaire qui commémorait la « race » hispanique comprise dans son acception culturelle : le franquisme reprit cette tradition et la développa. Rebaptisé « Jour de l'hispanité » en 1931, le Douze Octobre est aujourd'hui encore la fête nationale de l'Espagne.

20 Ángel ALCALDE, *Los excombatientes franquistas (1936-1965)*, Saragosse, Prensas de la Universidad de Zaragoza, 2014, p. 126 et 184.

nationales »²¹. Entre 1938 et 1945, de 7 à 20 000 touristes visitèrent les champs de bataille, au Pays Basque et en Andalousie²².

À Belchite, de manière métaphorique, c'est l'ensemble du vieux bourg qui fut traité par le régime franquiste comme un mausolée et comme un parc commémoratif de la « Victoire » : cette politisation extrême des ruines recouvrit le discours patrimonial porté sur les vestiges alors même que certains bâtiments détruits du village étaient de remarquables témoins de l'architecture mudéjar aragonaise des XV^e et XVI^e siècles. Il y avait même une contradiction entre le lieu de bataille qu'on souhaitait conserver en l'état et le patrimoine mudéjar qu'il fallait restaurer, ce qui explique sans doute que le franquisme n'ait pas souhaité inscrire le village de Belchite au catalogue des monuments historiques. Ce choix distingue le sort de Belchite de celui d'Oradour-sur-Glane par exemple car, en l'absence de toute protection, le bourg fut condamné à dépérir, réduit à un état fantomatique.

Comme lieu de mémoire, Belchite fut en usage jusque dans le milieu des années 1960, le moment paroxystique des cérémonies franquistes se situant entre 1939 et 1963. En 1954, Franco procéda à l'inauguration du nouveau village de Belchite, construit à quelques centaines de mètres du vieux bourg. La cérémonie de 1954 portait toute l'ambiguïté du projet d'origine car elle se voulait à la fois une commémoration des héros de Belchite, comme si la bataille de 1937 était le point d'orgue de l'histoire de la décadence de la vieille Espagne, et une cérémonie d'inauguration de l'Espagne nouvelle, comme si 1939 constituait une année-zéro. Le paradoxe n'est sans doute qu'apparent car le récit de la (re)fondation de la ville sert surtout à faire écran au souvenir douloureux du siège de septembre 1937 et de l'expérience non moins difficile de l'après-guerre²³.

L'acmé – et le chant du cygne – de l'usage politique des ruines de Belchite se situa au milieu des années 1960. En 1962, le 25^e anniversaire du siège de Belchite prit un relief particulier, premier écho de l'énorme opération de propagande orchestrée pour les « 25 ans de paix ». Ces manifestations coïncidaient avec un tournant majeur de la politique économique qui consista en l'abandon de l'autarcie : le régime faisait le pari de la croissance à tout crin et liait son sort au développement du pays et à la paix sociale qui régnait en apparence. La paix et la prospérité étaient les nouvelles sources de légitimité du régime autoritaire, et non plus seulement la victoire de 1939.

21. Sandie HOLGUIN, « National Spain invites you. Battlefield tourism during the Spanish Civil War », *The American Historical Review*, 110-5, dec 2005. <http://www.historycooperative.org/journals/ahr/110.5/holguin.html>

22. Ángel GUTIERREZ VALERO, « Postcards from Spain », *Archives Culture*, vol. 2, Barcelona, Fundació Antoni Tàpies, 2005, p. 291.

23. Andreas HUYSEN, *La Hantise de l'oubli. Essais sur les résurgences du passé*, Paris, Kimé, 2011. Voir également *ID.*, *Present Pasts. Urban Palimpsests and the Politics of Memory*, Stanford California, Stanford University Press, 2003, « Present Pasts : Media, Politics, Amnesia », p. 11-29.

En ce sens, les cérémonies du souvenir de la guerre perdaient de leur force politique, d'autant plus qu'elles mettaient en avant une Phalange aux relents fascisants franchement décalés avec l'air du temps. Dans les années qui suivirent, comme l'atteste la presse locale, notamment *El Heraldo de Aragón*, le culte des ruines périclita lentement : abandonné par les autorités, l'anniversaire de Belchite ne fut plus qu'un rassemblement de nostalgiques à partir de 1968. Il n'en reste pas moins que la cérémonie dura trente ans sans solution de continuité, ce qui permit d'ancrer une lecture univoque de la bataille de Belchite.

Cette dernière était dans son fond résistancialiste : l'identification puissante entre la population civile et les militaires consolida la légende héroïque du *defensor de Belchite* dans une position d'absolue opposition à l'assiégeant. L'assiégé se vit investi d'une sorte de supériorité morale par le seul fait de recevoir la violence plutôt que de l'infliger. Ce clivage fut globalement accepté et impliqua une indifférence complète à la mémoire des combattants républicains et à leur destin, rejetés immanquablement du côté de l'infra-humanité. Ainsi, même s'il est aujourd'hui l'objet d'une tentative de réécriture, le mythe de Belchite n'échappe pas au cadre conçu par ses premiers concepteurs, rendant difficile l'adaptation de ce lieu de mémoire aux temps démocratiques.

3. Un lieu de mémoire impossible

La mort de Franco en 1975 ne constitua pas une rupture au regard des politiques de mémoire en Espagne : bien au contraire, on assista alors à une nouvelle floraison de projets monumentaux représentant la figure du dictateur avant et après sa disparition. Quant à l'appareil monumental hérité, il fut entièrement conservé, sauf dans les régions où des expressions nationalistes alternatives au nationalisme espagnol existaient, comme en Catalogne ou au Pays Basque. Dans ces conditions, le régime démocratique né de la constitution de 1978 tarda à élaborer ses propres repères : plus encore, il tenta de mobiliser l'appareil monumental hérité en tentant de l'investir de nouvelles significations, au profit d'une politique de réconciliation.

C'est dans ces circonstances que, à partir du début des années 1980, les ruines de Belchite suscitèrent un regain d'intérêt. En 1985, un artiste aragonais entreprit de réaliser un inventaire exhaustif des bâtiments du vieux village encore debout²⁴. L'approche était artistique et visait avant tout à sauvegarder le patrimoine mudéjar du village. L'initiative vint à l'appui d'une demande de déclaration du vieux village de Belchite en « ensemble historico-artistique d'intérêt national », ce

24. Jesús BAQUERO MILLAN, *Inventario del patrimonio arquitectónico del pueblo viejo de Belchite (Zaragoza)*, Zaragoza, Institución Fernando el Católico, 1988.

qui reçut l'approbation du ministère de la culture en 1983²⁵. Au début des années 1990, le maire du village, de centre droit, conçut un nouveau projet pour le vieux village consistant en un mémorial pour la paix²⁶. Dans un entretien, il présenta le projet de réhabilitation des ruines comme une œuvre de réconciliation où les anciens combattants, quelle que soit leur provenance, « pourraient venir se souvenir de la bataille et de la perte de leurs compagnons exactement comme aujourd'hui »²⁷. En 1997 enfin, la municipalité signa un accord avec l'École d'architecture de Madrid afin d'établir un relevé des ruines. Ce dernier permit de présenter Belchite à la candidature du catalogue de l'UNESCO. En octobre 2000, l'État promit d'investir cent millions de pesetas afin de convertir le vieux village en « un parc thématique qui accueille un Musée de la paix et de la réconciliation »²⁸. Puis le projet qui ne faisait pas l'unanimité des habitants et des autorités régionales avorta. Le conseiller à la culture de la Diputación General de Aragón, le gouvernement autonome dirigée par le PSOE depuis 1999, finit par reconnaître en 2002 que Belchite « ne cesse d'être un monument à une guerre civile, quelque chose de difficile à digérer. *Ce n'est pas l'Espagne de laquelle nous pouvons être fiers comme celle de la réconciliation* »²⁹.

Pour expliquer cet échec, il convient avant tout de le replacer dans un double contexte : celui, général, de la muséification des grands désastres guerriers du XX^e siècle et celui, espagnol, de requalification des anciens lieux de mémoire franquiste en lieux de mémoire démocratiques. À l'époque de sa formulation, le projet belchitain s'inscrivait en effet dans un vaste courant international qui recouvrit une grande variété de manifestations dont la caractéristique principale est d'élever un événement de guerre singulier (le Débarquement, les bombes A sur Hiroshima et Nagasaki, etc.) à la hauteur d'un fait de portée universelle, la paix. En revendiquant un lieu victimaire, les entrepreneurs de la mémoire belchitains souhaitaient recouvrir d'un épais manteau les déchirures internes du conflit civil et diluer la question des responsabilités du déclenchement de la guerre civile au profit d'une réconciliation politique sans contenu précis : la paix. Cette tentative de décontextualisation échoua car la paix dont on parlait à Belchite en 1980 était, comme en 1964, celle des vainqueurs.

25. *El Heraldo de Aragón*, 19 août 1983, « Las alegaciones de Belchite pueden anular el expediente para las ruinas ».

26. Domingo Cubel, maire de 1980 à 2003, appartenait au *Partido Aragonés Regionalista* : fondé en 1978 par Hipólito Gómez de la Rocas, ancien président de la *Diputación* de Saragosse à la fin du franquisme, ce parti servit de refuge politique à de nombreux cadres de l'État franquiste. Il gouverna continuellement la région à partir de 1987, avec l'appui de *Alianza Popular* puis du *Partido Popular*.

27. *El Heraldo de Aragón*, 17 avril 1995, « El viejo Belchite se muere en el olvido » : « podrían acudir a recordar la contienda y la pérdida de sus compañeros al igual que ocurre ahora ».

28. *El Heraldo de Aragón*, 27 octobre 2000 : « un parque temático que albergue un Museo de la Paz y la Reconciliación ».

29. *El Heraldo de Aragón*, 3 juin 2002, « La DGA resta gravedad a los danos de la Torre del Reloj, pero consolidará "en breve" ». « No deja de ser un monumento a una guerra civil, algo que es difícil de digerir, *no es la España de la que podemos estar orgullosos como la de la reconciliación* ». Nous soulignons.

Dans son contexte espagnol, Belchite était un lieu de mémoire impossible de la démocratie espagnole, à l'instar du Valle de los Caídos, près de Madrid. Inauguré le 1^{er} avril 1959 pour célébrer le vingtième anniversaire de la Victoire, ce dernier fut consacré comme l'ossuaire de tous les *Caídos* d'Espagne. Le plus célèbre d'entre eux fut celui d'Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, dont le corps fut transféré le 30 mars 1959 après avoir séjourné vingt ans dans la basilique du monastère de l'Escorial. Plus tard, ce fut au tour de Franco de rejoindre El Valle, le 23 novembre 1975. L'embarras que causa la présence de ce monument dominé par une croix géante de 150 m de haut, à seulement 40 km de distance de la capitale, fut important parmi les démocrates, d'autant que les gouvernements successifs n'interdirent pas les célébrations que les partisans franquistes y organisaient. Les tentatives du régime démocratique d'ériger l'ossuaire en lieux de mémoire de la réconciliation se heurtèrent à une vive opposition, dans la mesure où le chantier avait été effectué par des milliers de prisonniers de guerre. De la même manière à Belchite, le maire refusa que des vétérans républicains élèvent un monument à l'entrée du village, arguant du fait que la croix des *Caídos* forgé en 1943 faisait parfaitement l'affaire³⁰. Il ne remettait pas en cause le droit des vétérans à commémorer leurs morts mais il dictait les conditions de la réconciliation dans un cadre hérité du franquisme insupportable aux vaincus.

Dans ces conditions, il aurait été étonnant que la restauration de Belchite réussisse là où El Valle de los Caídos avait échoué. L'usage de Belchite se heurta finalement à la question de la réconciliation que le franquisme avait soigneusement différée depuis 1939. L'Espagne démocratique dû en quelque sorte se confronter à une question restée ouverte, à l'heure où d'autres pays européens s'efforçaient de résoudre celle de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Il faut reconnaître au régime démocratique qu'il remplit deux conditions essentielles du processus de réconciliation que sont le désir de la part des anciens adversaires de reconstruire quelque chose ensemble et l'assouvissement partiel de la soif de justice. En revanche, la question de la réévaluation du passé demeura entière et ceci pour deux raisons : d'abord, le franquisme avait enfermé le pays dans une logique revancharde qui entretenait artificiellement une *culture de la paix armée*, c'est-à-dire un haut degré de mobilisation politique et idéologique, opportunément légitimé par la participation active de l'Espagne à la lutte contre le communisme pendant la guerre froide. À partir de 1975, la détente aida certainement le processus de démocratisation dans la mesure où il ancrerait le nouveau régime dans le cadre du camp occidental et capitaliste, loin du danger de l'instauration du communisme. Mais en retour, ce cadre empêcha les Espagnols de « désarmer » la paix civile entre

30. *El Heraldo de Aragón*, 9 juin 2002, Luis José GARCIA BANDES, « El olvido destruye más que una guerra ». Dans un entretien, Domingo Cubel déclare : « Quién quiera rezar y recordar tiene esa hermosa y única cruz de hierro de la cual poco importa ni su color, ni quién ni cuando fue colocada » (Qui voudrait prier et se souvenir dispose de cette belle et unique croix en fer forgé dont importe peu la couleur politique, ni de savoir qui l'érigera et quand).!

1975 et 1989, ce qui conduisit à bâtir une politique de réconciliation unilatérale, forcément boiteuse³¹. De plus, la réévaluation du passé était d'autant plus difficile que le régime démocratique n'entendait pas signifier de rupture symbolique avec la dictature et se refusait par conséquent à un quelconque droit d'inventaire : ce n'est qu'en 2002 que les Cortes votèrent une condamnation solennelle du coup d'État de 1936. Comme dans les pays d'Europe de l'Est, il fallut attendre le règlement de l'après guerre froide, à partir de 1989, pour que la société espagnole puisse entreprendre le travail de révision de son passé.

C'est en 1996, à la faveur d'élections législatives gagnées par la droite parlementaire, que l'Espagne entra à son tour dans l'époque du « tout mémoire », pour reprendre l'expression de Pierre Nora, un phénomène qui ne tarda pas à submerger toute la société. La vague de fond était d'autant plus importante qu'elle coïncidait avec la disparition des derniers témoins du conflit³². Les réclamations des victimes de la répression franquiste clamèrent désormais leur droit à des réparations et les petits-enfants des victimes fondèrent à partir de 2000 des associations de « récupération de la mémoire historique » qui entreprirent d'exhumer les charniers de la guerre civile où reposaient pêle-mêle des républicains assassinés³³. À la fin de 2005, l'historien Sergio Gálvez Biesca recensa 170 associations dont la géographie reflétait les contours de l'ancienne Espagne républicaine : l'Aragon ne fut pas en reste, même si les champs de bataille demeurèrent bien souvent à l'écart de l'effort de monumentalisation³⁴.

En septembre 2007, à la faveur de cette inquiétude sociale pour les fosses communes, la question du sort de Belchite réapparut à l'occasion du 70^e anniversaire de la bataille. Le gouvernement progressiste aragonais exposa alors un plan directeur de valorisation du village en ruines qui aboutit dans les années suivantes à la restauration de deux édifices : la Porte de Ville (2008) et la Porte San Roque (2011). Les plans prévoyaient également la consolidation des maisons de village encore debout et la mise en valeur des ruines grâce à la construction d'un centre d'interprétation et à l'aménagement d'un chemin d'accès, d'un parcours de promenade, de panneaux d'information et d'illuminations³⁵.

31. Sophie BABY, « Sortir de la guerre civile à retardement : le cas espagnol », *Histoire@Politique*, 2007/3, n°63, pp. 1-12.

32. Walther L. BERNECKER, Sören BRINKMANN, *Memorias divididas. Guerra civil y franquismo en la sociedad y la política españolas (1936-2008)*, Madrid, Sociedad Estatal de Conmemoraciones, 2009, pp. 257-260.

33. Les plus importantes sont la *Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica*, fondée par Emiliano Silva, et le *Foro por la Memoria*, organisation proche du parti nécommuniste *Izquierda Unida*.

34. Par exemple, l'association ARICO fouilla le *Barranco de la Bartolina* et le cimetière de Calatayud ; la *Asociación de los Pozos de Caudé* près de Teruel, fouilla des fosses communes où s'entassaient près de 1 000 corps de Républicains.

35. Gobierno de Aragón, *Plan de Actuación Generales en Belchite Viejo*, octobre 2005. Ce plan a été étudié par Almudena Jordán dans le cadre d'un travail de Master de l'Université Polytechnique de Catalogne. Almudena Jordán, *La arquitectura de la mente 0. Ciudades devastadas*, Tesina, UPC, juin 2011, pp. 23-28.

Ce rebond de la politique de patrimonialisation des ruines entre 2007 et 2011 bénéficia de la montée en puissance du tourisme de guerre en Espagne. Bien qu'il n'existe aucune enquête à ce sujet, il est aisé de constater que les ruines attirent encore de nos jours quantité de touristes provenant particulièrement du Levant et de Catalogne mais aussi de l'étranger. Entre avril et juin 2013, les ruines de Belchite reçurent 4 342 personnes, ce qui ferait 17 000 visiteurs par an. Ces chiffres qui peuvent paraître surprenant ne le sont pas tant si l'on prend en compte le succès que d'autres initiatives de conversion de ruines en parc thématique de guerre ont eu dans le nord de l'Aragon et surtout, dans la Catalogne toute proche. À Corbera d'Ebre par exemple, le village entièrement détruit par l'offensive des troupes *nacionales* lors de la bataille de l'Èbre, dans l'été 1938, a fait l'objet d'une reconstitution mémorielle très complète qui remporte un franc succès touristique. Corbera n'est qu'un élément parmi ceux qui composent l'espace commémoratif de la bataille de l'Èbre comprenant un centre d'interprétation et 19 sites de guerre restaurés (tranchées, aérodromes, miradors, etc.). Il s'insère plus généralement dans un vaste réseau de lieux de mémoire (*Xarxa d'espais de memòria de Catalunya*), – 61 au total en 2012 dans toute la Catalogne. Ce réseau d'une densité exceptionnelle dépend d'un unique organisme, le *Memorial Democràtic*, fondé en octobre 2007 par la Généralité de Catalogne sous les auspices du gouvernement tripartite qui dirigea la région entre 2003 et 2010³⁶. En Aragon, un autre programme de mise en valeur des sites de la guerre civile existe : *Memoria Amarga*. Une réalisation particulièrement spectaculaire fut la restauration des tranchées et des bunkers du col d'Alcubierre, rendues célèbres par la description qu'en fit George Orwell dans *Hommage à la Catalogne*.

La similitude des entreprises de mémoire catalane et aragonaise est frappante. L'objectif assigné est de « récupérer et promouvoir la mémoire démocratique entre 1931 et 1980, afin de reconnaître la dignité des personnes et des institutions qui travaillèrent à l'instauration de l'idéal démocratique en Espagne ». La « culture démocratique » qui plonge ses racines dans l'histoire du XIX^e siècle – et tout particulièrement dans l'histoire des deux républiques espagnole de 1873 et de 1931 –, est considérée comme un fil conducteur menant à la démocratie présente : c'est là une originalité notoire dans la mesure où la transition démocratique s'est au contraire efforcée d'inscrire son action dans la continuité du franquisme, en niant que les expériences démocratiques passées aient pu constituer des étapes fondatrices. Ces initiatives questionnent donc un autre fondement de la transition démocratique : l'accouplement de la démocratie et de la monarchie.

36. On désigne par « tripartite » la coalition composée du Partit dels Socialistes Catalans (PSC), d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) et de Iniciativa per Catalunya-Verds (ICV). Elle soutint les gouvernements régionaux de Pasqual Maragall et José Montilla.

Plus généralement, ces programmes défendent une conception qui fait de la guerre d'Espagne un épisode parmi d'autres de l'histoire de la démocratie, comme si tous les défenseurs de la Seconde République en guerre avaient été des démocrates. En ce sens, l'assimilation des lieux de la guerre à ceux d'un vaste conflit entre démocrates et anti-démocrates a un triple avantage : elle réactive le mythe républicain du combat anti-fasciste qui fut le ciment véritable de la coalition des gauches dans les années 1930 ; elle intègre la guerre d'Espagne au grand récit de la Seconde Guerre mondiale en la présentant comme une prémisse ; elle offre enfin à une partie de la gauche actuelle les racines démocratiques qui lui manquaient. Mais l'entreprise ne trouve pas en Aragon un terrain aussi favorable qu'en Catalogne : en effet, le succès de Corbera repose sur une lecture nationaliste de la guerre civile qui fait de la Catalogne une terre relativement étrangère aux causes du conflit civil et par conséquent, la victime d'une guerre qui n'était pas la sienne. Comme au Pays Basque avec le mémorial pour la paix de Guernica, cette lecture tend à construire un consensus politique fort dans l'opinion publique de ces régions, contribuant à les instaurer en « communautés de mémoire » différenciées. Mais en Aragon, les choses sont différentes car la région fut très tôt divisée en deux camps, un antagonisme qui se reflète dans les initiatives mémorielles actuelles. De plus, le mythe des guerres napoléoniennes et la force du culte du Pilar en font un lieu central du nationalisme espagnol. Enfin, le programme *Memoria Amarga* (« Mémoire amère ») fut interrompu en 2011, sitôt la région perdue par la gauche. Ainsi, à Belchite, la réconciliation autour de l'histoire démocratique n'a pas mieux abouti que celle fondée sur la paix.

5. Mémoire historique vs mémoires communes ?

Les ruines ne sont pas seulement le théâtre privilégié du déploiement des politiques de mémoire. Elles sont aussi les traces d'une catastrophe collective et, indistinctement, les lieux de la convocation des souvenirs. Mémoires individuelles, mémoires familiales : *mémoires communes* en somme, définies par Marie-Claire Lavabre comme « la mémoire de ce qui a été vécu en commun, les souvenirs et les traces du passé³⁷ ». Du dire même de la sociologue, la notion est ambiguë, ses attributs sont variés : ce sont l'expérience et le vécu individuel, le partagé et le contemporain, le poids du passé qui déterminent les effets de génération. Multiples, contradictoires, les mémoires communes portées par ceux qui vécurent l'événement sont fragiles. Dans leur polysémie, elles sont la matière première des mémoires collectives, l'objet de leur travail qui n'est autre que l'homogénéisation des représentations du passé et la réduction de la diversité des souvenirs,

37. Marie-Claire LAVABRE, « Sociología de la memoria y acontecimientos traumáticos », in Julio AROSTEGUI, François GODICHEAU (dir.), *Guerra Civil. Mito y memoria*, Madrid, Marcia Pons, 2006, p. 31-55.

individuels ou reconstruits collectivement, vécus ou non vécus, dans et par une mise en récit. Si les mémoires communes se distinguent bien des usages politiques du passé, elles n'y sont pas pour autant opposées. Les relations complexes entre les usages politiques du passé et les réminiscences dessinent autant de motifs faits de négociations, de compromis, d'ententes mais aussi parfois de conflits.

En effet, les politiques de mémoire offrent une vision tronquée de Belchite. Il existe dans les alentours de nombreux lieux qui reflètent des impensés de la mémoire locale : les tranchées et les fortins qui témoignent de l'offensive militaire républicaine, les fosses des soldats républicains enterrés dans les champs, les fosses communes qui témoignent des différentes vagues de répression que subit le village, le village temporaire que fit édifier la Phalange après la guerre et qui témoigne des grandes difficultés de la reconstruction et surtout, le camp de travail qui, six années durant, contraignit plus d'un millier de prisonniers républicains à bâtir le nouveau village au nom de la réparation des destructions commises. Ainsi, profondément marqué par l'extrême politisation dont il fut l'objet sous le franquisme, Belchite est aussi le symbole de l'exclusion de la mémoire des vaincus. Ces mémoires bannies, diverses dans leurs contenus et leurs modes d'expression, viennent troubler le théâtre des politiques mémorielles.

La politique des morts donne un exemple de ces relations complexes. Les circonstances de la guerre ont créé deux frustrations parmi la population : les habitants du village ayant participé à la résistance souffrirent de ne pouvoir enterrer leurs morts autrement que militairement, et les familles de victimes républicaines furent privées de toute sépulture. De manière générale, les conditions très hétérogènes des inhumations et la rareté des sépultures individuelles entretenirent dans la société une incertitude, cruelle pour les familles, quant à la réalité de la mort de leurs proches. Après la guerre, la recherche des dépouilles conduisit d'abord aux exhumations sauvages des fosses communes, puis au transfert au cimetière dans des tombes individuelles ou familiales³⁸. La municipalité accompagnait ce mouvement qu'elle ne contrôlait guère, entérinant le transfert des corps, légitimant certaines inhumations après coup et offrant des conditions économiques avantageuses aux familles des victimes du camp *nacional*. La privatisation précoce des civils morts au combat l'emporta sur les commémorations collectives qui furent confinées à une seule fosse commune, celle du *trujal*, situé au cœur du village³⁹. Pour autant, le deuil privé et le deuil public ne s'excluaient pas car plusieurs rituels privés s'intégrèrent aux cérémonies commémoratives d'exaltation des morts.

³⁸ A ce titre, à Belchite, un témoignage capital est celui de : Emilio Ortiz, *Emociones de un sitiado*, Barcelona, Ed. Amaltea, 1942. A partir de 1940, les archives municipales contiennent les autorisations d'exhumation, le plus souvent délivrées après coup, et les ordres d'inhumations au cimetière municipal.

³⁹ Les *trujales* sont des presses à huile situées dans les caves des maisons qui, pendant le siège, servirent de lieu d'inhumation.

L'analyse des épitaphes montre qu'une même mystique du sacrifice inspirait les tombes individuelles ou familiales et les commémorations publiques. Au cours des années 1940, les deux rituels tendirent à se partager la gestion du deuil : alors que les morts identifiés par les familles bénéficiaient d'un culte privé au cimetière, les morts anonymes qui reposaient au *trujal* étaient réservés aux commémorations publiques. Cependant, à partir du milieu des années 1960, lorsque les démonstrations commémoratives de l'État franquiste tombèrent en désuétude, les célébrations privées des morts de la guerre civile l'emportèrent pour devenir socialement prépondérantes au début du XXI^e siècle. Le surgissement récent de revendications touchant aux victimes républicaines s'inscrit dans cette tendance.

En effet, le régime franquiste ne s'était jamais préoccupé du traitement à accorder aux défunts du camp républicain. Cet oubli volontaire avait pour objectif la *damnatio memoriae*, c'est-à-dire la condamnation à l'oubli *post-mortem*. L'identification des soldats républicains morts pendant la bataille de Belchite ou bien des victimes de la répression franquiste fut empêchée et pour les républicains, la guerre civile demeura une guerre sans cadavres. Il résulta une confusion du régime de la mort car de nombreuses dépouilles étaient dispersées au milieu des vivants sans aucun droit à une sépulture ni à un rituel d'enterrement. Depuis une dizaine d'année, on voit apparaître au milieu des ruines les manifestations évidentes d'un deuil social inachevé : graffitis en formes d'épitaphes, tentatives d'exhumation des victimes de la répression, attention nouvelle pour les « disparus » de la guerre civile. Belchite agit comme un immense mémorial offrant « un cadre et une légitimité à la douleur des familles et des proches »⁴⁰. À Belchite, ces inquiétudes sociales trouvent une expression singulière par la multiplication des apparitions et la multiplication de phénomènes paranormaux qu'on appelle *psychophonies*, c'est-à-dire l'enregistrement sonore nocturne des « bruits de la guerre » tels que bombardements, cris, fusillades, etc. En 2004 également, le village fut le lieu de rassemblement d'observateurs d'OVNI qui s'était persuadés que Belchite est un lieu de contact avec l'extra-monde. Psychophonies et apparitions d'extra-terrestres rendent le vieux village à la vie, mais à une vie fantomatique. Les ruines sont devenues le lieu où les mémoires familiales trouvent un cadre d'expression idéal dans la mesure où elles offrent la possibilité d'éprouver physiquement l'expérience de la guerre⁴¹. Ainsi, les ruines à l'abandon agissent comme un envers d'écran où se projettent les fantasmes, les angoisses et les espoirs de tout un pays.

Ces phénomènes ont une tonalité victimiste accusée : « Êtes-vous là? » interroge un amateur de

40. Jay WINTER, *Sites of Memory, Sites of Mourning. The Great War in European Cultural History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 109.

41. Sophie WAHNICH, « La fabrique de l'histoire des guerres au musée : l'art moyen de l'installation postmoderne », in idem, *Fictions d'Europe, la guerre au musée*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2002, pp. 148-187.

psychophonies. « Avez-vous beaucoup souffert? » demande un autre⁴². Ces questions sont caractéristiques d'une lecture postmoderne de la guerre civile qui ne considère plus au centre de son récit le héros en tant qu'acteur du conflit mais la victime en tant qu'objet d'une bataille menée par d'autres. La violence de guerre est désormais reformulée à l'aune des brutalités dirigées contre les populations civiles, comme si les militaires en avaient été protégés. C'est pourquoi on assiste à une relecture du siège de Belchite à la lumière de l'histoire des bombardements aériens – pourtant négligeables dans ce cas particulier -, comme si Belchite était un autre Guernica, ou un autre Bagdad, - les premières manifestations de fantômes à Belchite coïncidant exactement avec les manifestations massives de rejet de la participation de l'Espagne à la Guerre d'Irak, en 2002. Le paysage de dévastation que présente aujourd'hui Belchite, dû principalement aux méfaits du climat et à la rapine, émeut les visiteurs actuels parce qu'ils y voient la prémonition des tapis de bombes des conflits de la seconde moitié du XX^e siècle dont la guerre d'Espagne serait l'annonce. Ainsi, la relation aux fantômes participe bien d'une forme de présence du passé de la guerre civile espagnole, mais sur le mode victimiste, individuel et souffrant qui est autant le résultat d'une représentation contemporaine de la guerre en général que de celui de la guerre civile espagnole en particulier⁴³.

Comme le note Ulrich Winter, Belchite, lieu de mémoire impossible de la démocratie espagnole, est paradoxalement un *lieu de reconnaissance possible* des nouvelles mémoires communes qui trouvent ici à s'exprimer. Les ruines servent alors de catalyseur à la formation d'une nouvelle mémoire collective de la guerre civile qui place la question de la violence de masse contre les civils au cœur de l'événement, contribuant à priver le conflit de toute la portée idéologique qu'il revêt⁴⁴. De plus, les ruines servent de preuves attestant l'intensité des souffrances subies par les collectifs victimaires. Le « retour des morts » est probablement le signe d'une forme de rachat de la culpabilité collective que le franquisme instilla dans la société espagnole et dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. Il est plus certainement encore l'expression moderne d'une tentative de réintégration dans la communauté villageoise de la partie de la population qui en avait été exclue par la politique des morts discriminatoire conduite par la dictature⁴⁵. À cet égard, entre le mythe démocratique obsolète de la réconciliation et le discours multiforme de victimisation diffusé par les individus et les familles s'est creusé un espace vide que seule la croyance

42. *El Herald*, 27 juin 2004, « Desde el más acá ». « Crónica de una " alerta ovni " en Belchite ».

43. Stéphane MICHONNEAU, « Belchite, l'invention d'un lieu de mémoire victimaire (1937-2009) », in David El Kentz, François-Xavier NENARD, *Commémorer les victimes en Europe, XVI^e-XXI^e siècle*, Paris, Champ Vallon, 2011, pp. 65-76.

44. Ulrich WINTER, « "Localizar a los muertos" y "reconocer al otro": lugares de memoria(s) en la cultura española contemporánea », in Joan Ramon RESINA, Ulrich WINTER (eds.), *Casa encantada. Lugares de memoria en la España contemporánea (1978-2004)*, Vervuert, 2005, pp. 18-39.

45. Francisco FERRANDIZ, « The Intimacy of Defeat: Exhumations in Contemporary Spain - Unearthing Franco's Legacy: Mass Graves and the Recuperation of Historical Memory in Spain », University of Notre Dame Press, 2010.

irrationnelle dans le « retour des morts » semble pouvoir combler. En somme, l'apparition d'entités qui « prennent la parole » survient surtout lorsque les politiques mémorielles et les mémoires communes ont du mal à s'articuler les unes aux autres.

Conclusion

En terme mémoriel, on peut dire que l'intérêt des ruines de Belchite vient du fait qu'elles se trouvent à la croisée des mémoires communes de la destruction et des usages politiques qu'on en fit. D'un côté, Belchite n'échappa pas aux grands courants de l'histoire de la mémoire ; plus encore, il contribua à les informer. Lieu privilégié de célébration de la victoire franquiste depuis 1938, le village en ruines élevé à la qualité de décor de la geste héroïque des vainqueurs, fut progressivement désinvesti de toute charge politique à partir des années 1960. Son abandon au cours des décennies suivantes sembla un symbole édifiant de la « politique du silence » alors à l'œuvre dans le pays tout entier. Le projet de conversion des ruines en mémorial de la paix puis, en mémorial démocratique fut à l'unisson de la politique de réconciliation promue par la jeune démocratie espagnole. Mais Belchite n'a jamais échappé à l'interprétation façonnée aux origines du franquisme : le spectacle des ruines a constitué un capital politique soigneusement entretenu pour maintenir la société espagnole dans la peur du retour de la guerre, une peur que la démocratie n'a pas su conjurer. La raison profonde en est que depuis 1975, le rejet de la dictature n'a jamais compté parmi les évidences partagées de la culture politique espagnole.

D'un autre côté, Belchite a été le lieu d'un réinvestissement mémoriel continué qui, dès les années 1940, en fit l'un des lieux de guerre les plus visités d'Espagne. Les mémoires communes y prospérèrent de manière relativement autonome et elles purent même parfois s'imposer aux politiques mémorielles. Ainsi, il serait hâtif de conclure à une radicale opposition entre ces deux formes de mémoire, un constat qui invite à établir une typologie fine des modes d'articulation des mémoires sociales. Cependant, dans les années 1990, le surgissement de la question de la mémoire des vaincus, voire des « disparus » de la répression, marqua le relatif échec des politiques de réconciliation et des technologies politiques de l'apaisement promues par la transition démocratique, ravivant du même coup la perception – discutable – d'une société espagnole indéfiniment déchirée par la guerre civile et le souvenir de celle-ci.

De 1937 à nos jours, les ruines de Belchite furent d'abord des « ruines-monument », politisées de manière très précoce par des cérémonies instaurant un récit héroïque de la guerre. Puis, à partir des années 1990, elles devinrent tardivement des « ruines-traces » qui valaient comme des buttes-

témoins d'un passé qu'on voyait s'éloigner et avec lequel on cherchait à établir un contact direct et sensible. Elles incarnèrent alors un récit victimaire qui mettait l'accent sur les souffrances des populations civiles, et sur celles des victimes de la répression, à l'instar de Guernica. Depuis la fin des années 2000, la recherche – voire l'invention – des traces va bon train.

Résumé.

Belchite n'échappe pas aux grands courants de l'histoire de la mémoire et continue même à les informer : lieu privilégié de célébration de la victoire franquiste depuis 1938, le village en ruine élevé à la qualité de décor de la geste héroïque des vainqueurs est progressivement désinvesti de toute charge politique à partir des années 1960. Son abandon au cours des décennies suivantes semble un symbole édifiant de la « politique du silence » alors à l'oeuvre dans le pays tout entier. Le projet de conversion des ruines en mémorial de la paix est à l'unisson de la politique de réconciliation promue par la jeune démocratie espagnole dans les années 1980. Mais depuis les années 1990, Belchite est aussi le lieu d'un réinvestissement mémoriel qui en fait l'un des lieux de la guerre les plus visités dans l'actualité.